



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 08 janvier 2009)

Hamadoun Touré (Porte-parole ONUCI) : Mesdames et messieurs bonjour. Bienvenue à ce premier point de presse de l'année 2009. Je voudrais vous renouveler mes vœux pour la nouvelle année. Je vous souhaite réussite au double plan personnel et professionnel et surtout une collaboration continue avec l'ONUCI comme vous le faites depuis des années pour faire connaître notre mandat et nos activités aux populations ivoiriennes que nous sommes venus servir.

Cela dit, je voudrais commencer par les activités du Représentant spécial, YJ Choi qui quitte Abidjan la semaine prochaine à destination de New York pour prendre part à des réunions sur la situation en Côte d'Ivoire. Ces sessions auront pour objectif de faire le point du processus de paix et surtout de dégager les perspectives pour l'année 2009. Comme vous le savez, le mandat de l'ONUCI expire le 31 janvier 2009. Donc il s'agira en retour de voir sous quelle configuration, l'ONUCI va exécuter son mandat de maintien de la paix et de la sécurité et en même temps accompagner les ivoiriens dans la mise en œuvre de l'Accord Politique de Ouagadougou.

Avant de s'envoler pour New York, M. Choi aura des consultations ce jeudi avec les leaders du RDR, Alassane Dramane Ouattara et du PDCI Henri Konan Bédié. Il avait déjà eu des échanges de vues avec le Président Laurent Gbagbo et le Premier Ministre Guillaume Soro et le Facilitateur du dialogue direct inter ivoirien, le Président Blaise Compaoré du Burkina Faso. Si vous voyez la liste que j'ai donnée des personnalités, vous remarquerez que ce sont des personnalités membres du Cadre Permanent de Concertation (CPC). C'est dans ce cadre que M Choi va les rencontrer. Cet après-midi il va rencontrer aussi le corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire pour également avoir des échanges de vues avec les Ambassadeurs. Voilà très brièvement ce que j'ai pour vous. C'est le début de l'année on ne va pas vous charger. Je suis prêt à prendre vos questions si vous en avez sur ce point. Merci

Paulin Zobo (Fraternité Matin) : *Merci. Je vous renouvelle également les vœux de ma rédaction pour la nouvelle année et bonne continuation dans le cadre de vos missions. Je voudrais savoir l'intérêt des missions que va effectuer M Choi. C'est-à-dire au-delà du renouvellement du mandat de l'ONUCI, qu'en est-il de la situation des casques bleus et de la Licorne parce que par le passé on avait entendu qu'il fallait accroître l'effectif des casques bleus et on ne sait pas à quel niveau se situe aujourd'hui le débat ? Est-ce que l'accroissement de l'effectif a eu lieu et avec quelles proportions? La question du financement. Il a consulté les différentes parties du CPC, il va achever les consultations aujourd'hui, récemment il y avait une mission de l'ONU ici à Abidjan alors, est-ce que les questions du financement seront également au centre de cette mission ? Je vous remercie.*

HT : L'intérêt premier c'est qu'il va présenter le 19^{ème} rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Il s'agira des développements du processus de paix mais également de la force militaire. Maintenant je ne peux pas dire qu'il y a eu accroissement ou pas parce que le Conseil de sécurité ne s'est pas réuni. Vous savez que c'est le Conseil de sécurité qui décide en accord bien sûr avec les pays contributeurs de troupes de la force qui va être déployées dans une mission de maintien de la paix de l'ONU. Donc, il n'est pas possible pour moi de dire exactement si la force va être accrue ou réduite. Cela dépend du Conseil de sécurité, encore moins dans quelle proportion. A ce sujet je rappelle que le 19^{ème} rapport sera publié demain vendredi 09 janvier. Donc, si vous avez la patience de 24 heures vous saurez le contenu du rapport.

Maintenant pour le financement, je pense que vous parlez de celui des élections. La communauté internationale a fait ce qu'elle avait à faire et continue d'être mobilisée pour le financement. Dans les jours, sinon dans les heures à venir, vous verrez qu'il y a des initiatives qui ont été prises pour qu'en plus de la mobilisation des fonds qui existent déjà au niveau de ce qu'on appelle le Basket Fund (23 milliards de FCFA), il y a des initiatives qui sont en cours mais je ne voudrais pas les dévoiler ici en attendant que cela soit officiel. Ce que je veux dire par là, c'est que la mobilisation de la communauté internationale reste intacte et elle va être renforcée parce que la communauté internationale tient beaucoup à la réussite du processus électoral et est prête à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que cela soit réalisé. Comme vous le savez, il y a eu l'Accord Ouaga 4 qui a des éléments qui vont certainement demander des financements. Donc, la communauté internationale encourage les Ivoiriens à faire connaître le chronogramme qui a été demandé pour qu'elle puisse voir d'abord l'importance du financement requis et puis comment elle peut participer à ce financement. En résumé, la mobilisation reste intacte. La communauté internationale a déjà fait ce qu'elle a promis de faire mais elle est prête à faire davantage et je suis sûr qu'elle fera davantage.

Loucoumane Coulibaly (Reuters) : *M Hamadooun, si ce n'est pas trop vous demander, pourrait-on avoir une idée du Basket Fund. Vous avez parlé de 23 milliards de FCFA est-ce la participation de la communauté internationale..... ?*

HT : C'est-ce qui a été mobilisé par la communauté internationale. Il y avait 10 milliards déjà et l'Union Européenne a donné 13 milliards. C'est cela donne un total de 23 milliards

Loucoumane Coulibaly (Reuters) : *.....OK ! La première question, est ce qu'on peut avoir une idée du niveau de décaissement de la communauté internationale à ce jour ? Et puis la deuxième préoccupation. Visiblement quand on regarde le processus de paix on sent qu'il y a un problème de financement. Récemment il y a eu un conflit entre la CEI et la Primature. La première institution dit ne pas avoir reçu de fonds tandis que la seconde soutient avoir décaissé. Est-ce que l'ONUCI mène des missions de bons offices pour que le processus ne soit pas vraiment enrhumé ?*

HT : Je ne peux répondre ni pour la Primature ni pour la CEI, pour des raisons que vous comprenez. En revanche, ce que nous faisons c'est de tout faire pour que le financement ne soit pas un problème, au déroulement normal du processus électoral. C'est ce que nous faisons et je vous ai dit tout à l'heure des efforts, des initiatives étaient en cours pour que le financement, en tout cas en ce qui concerne la communauté internationale, ne soit pas un frein à l'évolution normale du processus électoral. C'est ce que nous faisons et nous sommes sûrs que les Ivoiriens eux aussi de leur côté vont trouver des solutions. Ils ont démontré en plusieurs occasions qu'ils étaient capables d'imagination et de trouver des

solutions. Mais en ce qui concerne la communauté internationale, elle a déjà fait ce qu'elle devait faire et elle est prête à faire davantage et je suis sûr qu'elle le fera. Maintenant il faut un plan pour savoir où est-ce qu'on va aller et dans quelles conditions.

Kessy Jacob (Nord Sud) : *Pour continuer un peu sur le sujet qu'il a évoqué tout à l'heure, la question du financement reste posée depuis des mois. Est-ce que vous confirmez qu'au niveau du décaissement, les fonds du Basket Fund, est-ce qu'effectivement les fonds sont là mais ne sont pas décaissés ? Il semble que la communauté internationale rechigne à décaisser parce qu'elle n'a pas les garanties suffisantes sur non seulement l'utilisation des fonds et puis surtout elle veut être éclairée sur les fonds qui ont déjà été décaissés auparavant dans ce processus de paix.*

HT : La communauté internationale ne rechigne pas à décaisser les fonds. Si elle les a mobilisés, c'est pour les utiliser. Je vous ai encore dit qu'il y a des procédures à respecter et qui sont très bien connues de nos partenaires ivoiriens avant le décaissement des fonds. Parce que ce sont des fonds qui viennent de contribuables extérieurs à la Côte d'Ivoire et par respect même pour les efforts financiers que ces contribuables font, il est normal de savoir, la destination des fonds, l'utilisation qui en est faite. Mais je ne pense pas qu'on ait demandé où sont allés les fonds parce que les fonds sont décaissés en coopération avec les autorités ivoiriennes. Ce ne sont pas des fonds qui sont gérés directement par les autorités Ivoiriennes mais qui sont gérés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). C'est le PNUD qui gère ces fonds, et le PNUD, a les procédures qu'il faut respecter pour pouvoir accéder aux fonds. Mais la communauté internationale ne rechigne pas du tout à décaisser les fonds, mais chaque structure a ses procédures. Nous ne pouvons pas violer les procédures lorsqu'elles ne sont pas respectées par l'autre. J'ai oublié de dire à Locoumane tout à l'heure que j'allais chercher le tableau de décaissement. Je devais l'avoir à 10h mais il n'est pas encore arrivé. On m'a promis un tableau de décaissement que je vais mettre à votre disposition.

Paulin Zobo (Fraternité Matin) : *Oui, merci encore, je reviens sur le même sujet. Le Secrétaire général de l'ONU était ici en mission, le problème du décaissement des fonds a été posé, on a entendu parler de 100 milliards qui avaient été débloqués par la communauté internationale pour l'ensemble des processus. Seulement que le processus d'identification et du recensement électoral, ne sont pas pris en compte par la communauté internationale, mais ce sont les élections. Donc les financements qui sont gérés par le PNUD, c'est pour les élections. Maintenant que le processus d'identification a commencé et que sur le terrain, il y a des efforts qui sont faits mais qui méritent d'être appuyés, est-ce que M Choi, dans sa mission est en mesure d'adapter ou de réorienter le programme de financement de manière à ce que les identifications deviennent d'abord la priorité et en suite, on passera aux élections puisqu'il y a des moyens qui sont gérés par le PNUD.*

HT : Oui, avant même sa mission, il a intégré cette dimension et tout à l'heure, je vous ai parlé d'Ouaga 4, Ouaga 4, ne parle pas seulement d'identification, c'est déjà géré, mais il y a aussi le DDR, il y a l'extension de l'autorité de l'état et c'est certainement des points, qui vont nécessiter les financements. Donc c'est ce que je vous disais tout à l'heure, nous attendons à ce que ces points soient financièrement ficelés pour savoir quelle contribution la communauté internationale va faire. Parce que, si vous lisez les accords, on demande à la communauté internationale de contribuer à ces points là. Mais il faut savoir quelle hauteur d'abord, si c'est le DDR, l'extension de l'Administration de l'Etat sur toute l'étendue du territoire Ivoirien, combien ça va coûter et combien la communauté internationale est prête à mettre dans ce fonds. Donc c'est cela, et même donc avant d'aller à New-York, Mr

Choi a intégré ces questions là, dès la signature de Ouaga 4, ces points ont été intégrés. C'est pour cela je vous disais qu'il faut que le chronogramme soit disponible, qu'on sache où est-ce qu'on va, à quel rythme et avec quel moyen. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question !

Kessy Jacob (Nord Sud) : J'aimerais m'intéresser à la question de la sécurité, je crois que le Rassemblement des Houphouëtistes dans sa dernière déclaration, demande un renforcement du mandat de l'ONUCI dans le cadre de la sécurisation du processus puis notamment des opérations électorales. Est-ce que le Secrétaire Général sera saisi de la question au cours de cette mission, et puis est ce qu'on peut avoir une idée de ce vers quoi on va tendre ?

HT : Je ne fuis pas la question mais je suis tenter de vous dire de lire d'attendre le rapport demain. Le rapport va être très explicite sur ce que va être fait, vous comprenez que je n'en parle pas la veille, je voulais même faire la conférence de presse demain, mais ça aura servi à rien parce qu'avec le décalage horaire, le rapport serait parvenir tard, mais tout compte fait, il faut toujours attendre le rapport et toutes ces questions seront abordées, des recommandations faites par le Secrétaire Général. Je ne veux pas préjuger de ce qu'il va proposer ou accepter. Cela dit, la sécurisation des élections fait partie déjà du mandat de l'ONUCI et il y a un plan de sécurisation qui a été déjà mis en œuvre qui sera exécuté avec la participation des forces Ivoiriennes sous le CCI, le Centre de Commandement Intégré. Nous participerons, mais nous serons en arrière plans, il y a le premier degré de sécurité assurée par le CCI, c'est-à-dire les Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire et les Forces Armée des Forces Nouvelles et les Forces Impartiales, ils seront là également comme un point pour assurer la sécurisation des élections. Partie des zones que nous avons appelé des zones de vote, mais à l'intérieur même des centre, ça sera les Forces Armée Ivoirienne. Donc la sécurité est prise en compte, elle sera peut-être demain dans le rapport du Secrétaire Général vous verrez bien, mais il y a déjà un plan qui a été mis en œuvre et qui a été discuté par les quatre généraux, c'est-à-dire les deux généraux des armées Ivoiriennes et les deux généraux des forces impartiales. Merci !

Paulin Zobo (Fraternité Matin) : Est-ce que vous pouvez nous faire un peu le point de l'opération transport qui a été initiée par l'ONUCI pour accompagner le processus d'identification et atouts et faiblesses à corriger, qu'est ce que vous préconisez ?

Mr. Hamadoun : Très bien, l'opération transport, a eu deux phases. Il y a eu une phase véhicule ONUCI que vous avez suivi vous à Abidjan, il y avait 27 véhicule qui avaient été mis à la disposition et il a eu également l'opération taxi, il s'agit de la location de taxi pour les 13 communes d'Abidjan, mais chaque commune, deux taxis donc 26 taxis et au moment où nous vous parlons, il y a l'opération transport qui se poursuit dans le district d'Abidjan mais pas Abidjan ville parce qu'Abidjan ville, les opérations sont arrêtées. Mais dans le district d'Abidjan, seulement avec les véhicules de l'ONUCI, Sikensi, Grand-Bassam, Dabou. Egalement à l'intérieur du pays où les forces militaires et nos collègues de la police participent à l'opération transport en assurant le déplacement des agents d'identification, mais également des commissaires locaux de la CEI. Elles se passent bien, mais les distances à couvrir, deviennent de plus en plus longues pour nos collègues, mais ils ne résignent pas la tâche, ils font le travail très bien. Selon le retour que nous recevons de nos partenaires Ivoiriens, ils sont très satisfaits, j'ai reçu même un communiqué du président de la CEI qui remercie l'ONUCI. Mais ça va continuer, l'opération transport va continuer avec les moyens de l'ONUCI. C'est une opération qui a été bien accueillie par les bénéficiaires mais également par les populations. Le fait même de voir la participation de l'ONUCI, n'a pas provoqué mais a cru l'engouement

des populations et je crois que c'est une bonne chose. J'en profite pour dire que selon notre décompte, dépasser 3 millions de personnes enrôlées à ce jour, ce qui est très encourageant ; plus de 2 millions à Abidjan et le reste, à l'intérieur du pays. Nous espérons qu'avec la contribution de la communauté internationale pour régler les petites difficultés pour les agents d'identification, il y aura encore un accroissement du nombre de population enregistrée et identifiée.

Merci d'être venu et on se voit jeudi prochain !

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole,

Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320

Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>